



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

RAPPORT DE DIAGNOSTIC RAPIDE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE DANS LES SIX COMMUNES DU PROGRAMME LRRD



Linking Relief, rehabilitation and Development

Firmin Hilaire DONGOBADA, *Expert Sénior Eau et Assainissement*
Salmata DIALLO, *Expert Junior Eau et Assainissement*

Février 2019



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Burkina Faso



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

Sommaire

Liste des sigles et abbréviations	3
1- Introduction	4
2- Contexte.....	5
3- Situation des services sociaux de base	8
3.1- Education	8
3.1.1 Situation dans le Soum	8
3.1.2 Situation dans le Loroum.....	9
3.2 Santé	10
3.2.1 Situation dans le District Sanitaire de Djibo	10
3.2.2 Situation dans le District Sanitaire de Titao.....	10
3.2.3 Problèmes transversaux	11
3.3 Accès à l'eau potable et à l'assainissement.....	12
3.3.1 Situation de l'accès à l'eau potable	12
3.3.2 Situation de l'accès à l'assainissement de base.....	13
3.4 Sécurité alimentaire	13
4- Les Capacités communales face aux services sociaux de base	14
4.1 Situation budgétaire des Communes	15
4.1.1 Budgets globaux.....	15
4.1.2 Budgets des services sociaux de base	16
4.1.3 Situation des ressources propres	18
4.2 Situation des ressources humaines.....	19
5- Analyse de la situation des services sociaux de base et des capacités communales	19
5.1 Secteur de l'Education	19
5.2 Secteur de la Santé.....	20
5.3 Secteur de l'AEPA.....	20
5.4 Sécurité alimentaire et Nutritionnelle.....	21
5.5 Capacités communales face à la situation.....	21
6- Propositions pour le maintien et l'amélioration des services sociaux de base 22	
6.1 Actions immédiates	22
6.1.1 Pour ce qui concerne le secteur de l'éducation.....	22
6.1.2 Dans le secteur de la santé.....	22
6.1.3 Dans le secteur AEPA.....	23
6.1.4 En matière de sécurité alimentaire.....	23
6.1.5 En matière de cohésion sociale et de gestion de crise.....	24
6.2 Actions à moyens termes	24
6.3 Actions à long terme	25
7- Conclusion	26
LISTE DES ANNEXES	28
Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées	29
Annexe 2 : Situation Humanitaire au Burkina au 18/01/2019.....	31



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Burkina Faso



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Liste des sigles et abréviations

SIGLE	DÉFINITION
AEP	: Approvisionnement en Eau Potable
AEPA	: Alimentation en Eau Potable et Assainissement
AEPS	: Adduction d'Eau Potable Simplifiée
ASBC	: Agent de Santé à Base Communautaire
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
CAMEG	: Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels Génériques
CEAS	: Centre Ecologique Albert Schweitzer
CEB	: Circonscription d'Enseignement de Base
CGCT	: Code Général des Collectivités Territoriales
CISV	: Comunita Impegno Servizio Volontariato
CM	: Centre Médical
CMA	: Centre Médical avec Antenne Chirurgicale
CMU	: Centre Médical Urbain
COGES	: Comité de Gestion
CREER	: Centre de Ressource En Entreprenariat Rural
CRUS	: Conseil Régional des Unions du Sahel
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
DLM	: Dispositif de Lavage de Main
DPEA	: Direction Provinciale de l'Eau et de l'Assainissement
DRC	: Danish Refugees Council
DREA	: Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement
FFU	: Fonds Fiduciaire d'Urgence
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FNGN	: Fédération Nationale des Groupements Naam
GVC	: Groupe de Volontaires civiles
HI	: Humanity & Inclusion
IRC	: Centre International pour l'Eau et l'Assainissement
LRRD	: Linking Relief, rehabilitation & Development
LVIA	: Association Internationale des Volontaires laïcs
MER	: Micro Entreprise Rurale
ONEA	: Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PCD	: Plan Communal de Développement
PMH	: Pompe à Motricité Humaine
PUS	: Programme d'Urgence pour le Sahel
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

1-Introduction

Le Burkina Faso est confronté depuis janvier 2016 à une crise sécuritaire sans précédent. En effet, depuis le 15 janvier 2016, plusieurs attaques de natures diverses ont eu lieu sur le territoire national, touchant différentes localités réparties principalement dans les régions du sahel, de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun. Particulièrement dans la région du Sahel, ces attaques et menaces ont conduit à la fermeture de plusieurs écoles et centres de santé et provoquant des déplacements importants des populations. Selon les dernières informations communiqués par l'Unicef et OCHA, plus de 790 écoles sont fermées et près de 100 000 enfants ne partent plus à l'école. Au dernier trimestre 2018, il a fallu organiser un regroupement des élèves à Djibo pour leur permettre de passer les examens de fin d'année.

La délivrance des services sociaux de base aux populations, responsabilité régalienne de l'Etat, exercée en partage avec les collectivités locales, est devenue impossible dans certaines localités.

Aussi, afin d'éviter l'effondrement de tout le système étatique des services sociaux de base dans ces localités, des partenaires techniques et financiers ont entrepris d'accompagner certaines communes à préserver un minimum de service aux populations. Au titre de ces initiatives s'inscrit le programme Linking Relief, Rehabilitation et Development (LRRD) dans les provinces du Soum et du Loroum. Le présent rapport de diagnostic rapide vise à fournir une base d'évidences aux communes d'intervention du programme pour leur permettre de mieux structurer un plaidoyer autour du mieux des services sociaux de base. Il est produit à la suite d'une collecte d'informations sur le terrain à travers des entretiens avec les personnes ressources et les visites de terrain. Il est articulé autour de trois parties essentielles, notamment une présentation de l'état des lieux de la délivrance des services sociaux de base dans les communes, une analyse de la situation et des propositions d'actions à court, moyen et long termes pour maintenir, préserver et améliorer les services sociaux aux populations.

Plus de détail : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019-01-18 - ocha bfa - apercu humanitaire - fr.pdf>

Et <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso>



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

2-Contexte

Le programme LRRD est une initiative d'un consortium de onze ONG pour améliorer la résilience des populations dans six communes des régions du Nord et du Sahel du Burkina Faso. L'objectif du projet est de contribuer au « *Renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les provinces du Soum et du Loroum au Burkina Faso* ».

Il s'inscrit dans une logique LRRD (Linking Relief, Rehabilitation et Development) et est mis en œuvre dans les communes de DJIBO, KELBO, TONGOMAYEL et POBE-MANGAO (province du SOUM), et de TITAO et OUINDIGUI (province du LOROUM) à travers des actions de proximité coordonnées et complémentaires.

Trois (3) objectifs spécifiques (OS) sont poursuivis :

- OS1) Améliorer la prévention de la malnutrition et l'accès des ménages et des groupes vulnérables (ménages TP, femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de 5 ans) aux services de base,
- OS2) Améliorer durablement les capacités productives des ménages et groupes vulnérables et leur accès à une alimentation diversifiée,
- OS3) Renforcer la capacité des institutions locales et des communautés à assurer la bonne gouvernance de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et sanitaire.

Le programme « LRRD » est porté par le consortium RESILOR coordonné par LVIA, constitué de onze (11) organisations (ONG LVIA, ONG CISV, ONG GVC, ONG IRC, ONG CEAS, ONG PMM, ONG Reach Italia, ONG AIDOS, Fondation Terre des Hommes Italie, Association FNGN, Association CRUS) travaillant en synergie grâce au financement de l'Union Européenne à travers son Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) pour l'Afrique. Ce programme s'exécute dans un contexte marqué par le renforcement du processus de la décentralisation au Burkina Faso. Aussi, il importe de rappeler qu'au Burkina Faso, les missions des communes sont encadrées par des textes de lois, des décrets et des arrêtés. Il s'agit notamment de la Loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs et textes d'application.

Au vu de ces textes, il est admis que les collectivités territoriales concourent avec l'Etat, à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, éducatif, sanitaire, culturel et scientifique,



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

ainsi qu'à la protection civile, à la mise en valeur des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie.

Les collectivités territoriales peuvent se regrouper en intercommunalité suivant les intérêts locaux ou l'intérêt général pour réaliser des activités de développement.

Par voie de conséquence, l'Etat a entrepris depuis 2009, le transfert, progressif aux communes des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont désormais dévolues.

Depuis juillet 2014, les communes assument la Maîtrise d'ouvrage des 11 domaines de compétences transférés qui sont à leur charge.

En plus de l'appui de l'Etat à travers les transferts financiers, les dotations financières diverses et des appuis multiformes des partenaires au développement, les communes se doivent de mobiliser des ressources propres pour assurer effectivement le développement de ces secteurs transférés tout en assurant un fonctionnement régulier et efficace de leur administration.

Depuis le début de la mise en œuvre du projet en Mai 2017, la zone du projet fait face à une recrudescence des attaques terroristes. La récurrence de ces attaques a provoqué des déplacements plus ou moins massifs des populations. Ce qui n'est pas sans conséquence sur l'accès aux services sociaux de base.

En effet, l'organisation des différents services sociaux de base, que ce soit l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire, est basée sur la répartition spatiale et géographique des populations, selon des cartes que ce soit sanitaires, scolaires ou autres.

Or le déplacement des populations vient perturber le système classique en place. Des infrastructures implantées sont abandonnées au profit d'autres qui se retrouvent en surcharge. Les Collectivités territoriales qui ont la charge de la gestion de ces services se retrouvent désarmées face à cette situation. Ce désarroi s'accroît avec le fait que les organisations communales n'étaient pas encore suffisamment robustes pour assumer ces charges qui leurs ont été dévolues dans le cadre des transferts de compétences.

Aussi, le programme LRRD a initié une démarche de plaidoyer pour appuyer les communes et les services techniques compétents à renforcer leurs capacités de résilience dans une telle situation de d'insécurité. Il s'agit de produire un document de plaidoyer, un outil de prise de décision aussi bien pour les Communes que pour les partenaires d'accompagnement et l'Etat afin de maintenir un service basique de qualité aux populations.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

En effet, contrairement aux autres acteurs dont les présences sur le terrain sont perturbées, les autorités communales sont encore en place et jouissent de la confiance des populations et constituent des interlocuteurs fiables.

A travers cette démarche, il s'agit d'apporter des réponses aux questionnements suivants :

- Comment les communes de ces régions et plus particulièrement les six (6) communes citées plus haut, font face à cette situation ?
- quelle est la perception des acteurs communaux, des autorités et des OSC locales de cette situation ?
- Quelle stratégie de maintien, de réhabilitation ou de relèvement est mise en place ou envisagée ?

La démarche s'inscrit en droite ligne de l'objectif spécifique 3 du projet qui est de *"Renforcer la capacité des institutions locales et des communautés à assurer la bonne gouvernance de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et sanitaire"*.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

3-Situation des services sociaux de base

Dans le but d'apprécier la situation actualisée de la délivrance des services sociaux de base aux populations et d'identifier les principaux dysfonctionnements, des entretiens, de l'exploitation de la documentation existante et des visites ont été organisés dans les communes concernés. Les informations recueillies ont permis de donner la situation des services pour les principaux domaines ci-après.

3.1- Education

En matière d'éducation, les entretiens ont montré qu'un grand nombre d'établissements, aussi bien du primaire que du post primaire ont été fermés.

3.1.1 Situation dans le Soum

Selon les données actualisées (à la date du 13/12/2018) de la Direction provinciale de l'éducation de base de la province du Soum, au total 227 écoles publiques sont fermées, 17 brûlées ou détruites, avec 904 classes affectées. Il ne restait que 90 écoles publiques ouvertes. Du côté des écoles privées, 30 étaient fermées avec 87 classes affectées ; il n'en restait que 69 ouvertes.

Cette situation a affecté 35 480 élèves représentant 62% du total des élèves. Côté personnel enseignant affecté, ce sont 1081 enseignants qui sont affectés et 25 personnel administratif.

La situation détaillée pour les six communes est la suivante.

- Commune de Djibo (CEB I et CEB II) : ce sont 29 écoles publiques fermées et 6 brûlées/détruites sur un total de 62 écoles soit 47%, totalisant 99 classes qui sont affectées. On note aussi 2 écoles privées fermées sur 15. La situation affecte 4673 élèves et 103 enseignants.
- Dans la commune de Tongomayel où on compte 58 écoles publiques et 10 écoles privées, toutes les écoles sont fermées, aussi bien les écoles primaires que post primaires. Trois écoles sont détruites. Les enseignants ont quitté la Commune. Ce sont 230 classes qui sont ainsi fermées, affectant l'ensemble des 8829 élèves, 260 enseignants et 9 personnels administratifs. Le personnel enseignant reproche la non prise de mesures sécuritaires adéquates pour les rassurer.
- Dans la commune de Kelbo, l'ensemble des 22 écoles primaires publique est fermé, affectant 93 classes, soit 3 429 élèves et 122 enseignants. Tous les enseignants ont aussi quitté la Commune. Il est cependant à relever



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

que l'ensemble des 12 écoles privées est ouvert et fonctionnel ; il s'agit essentiellement d'écoles franco-arabes, dites Medersa.

- Pour ce qui concerne la commune de Pobé Mengao, 18 écoles primaires publiques sont fermées sur les 26 que compte la commune soit 69% des écoles. Cela affecte 109 classes contenant de 3 110 élèves et 141 enseignants. Il faut relever que dans cette commune, le personnel administratif est toujours en place et que les 13 écoles privées sont fonctionnelles.

Si certaines écoles ont reçu la visite des terroristes qui leur ont intimé l'ordre de fermer les établissements, la plupart des écoles ont spontanément fermé par peur.

Il est à signaler que, selon le Haut-Commissariat de la Province, la situation a évolué et que à la date du 16/01/2019, on dénombre 299 écoles primaires fermées (sur 416 écoles existantes) dans la province dont 256 écoles publiques et 43 écoles privées. Au niveau des écoles secondaires, ce sont 25 qui sont non fonctionnelles (sur 35 existants) dont 19 établissements publics et 6 du privé, à la date du 24/01/2019.

Enfin, il est noté beaucoup de réinscription des élèves et écoliers dans les écoles ouvertes de Djibo, Aribinda et ailleurs.

3.1.2 Situation dans le Loroum

Dans la province du Loroum, il y avait moins d'écoles fermées en décembre 2018. La situation détaillée donnait :

- Pour la commune de Titao avec ses deux CEB, l'ensemble des 66 écoles primaires publiques étaient fonctionnelles sauf à Toulfé où les écoles sont fermées.
- Pour la Commune de Ouindigui, l'ensemble des 31 écoles publiques et 20 écoles privées étaient fonctionnelles en décembre 2018. 3 écoles publiques ont été signalées fermées en début 2019. Les écoles de Ouindigui centre accueille quelques déplacés dont l'effectif est évalué à une dizaine d'élèves.

Cependant à la date du 01 février 2019, selon le 2^e adjoint au Maire de Titao, 40 écoles sont fermées dans les deux CEB de la Commune.

D'une manière générale, les écoles posent le problème de l'opérationnalisation des cantines scolaires qui ne durent que trois mois, de janvier à mars. Les autres problèmes soulevés sont les classes sous paillotes dont le nombre est encore très important dans la zone avec l'insuffisance de logements pour les enseignants,



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Burkina Faso



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

des écoles qui ne disposent pas de points d'eau, ni de latrines, ni de dispositif de lavage de main (DLM).

Par ailleurs, la situation d'insécurité crée une certaine psychose au niveau des enseignants encore en place. Il y a eu une initiative d'accompagnement psychologique dans certaines écoles du Soum à travers l'ONG HI mais cela n'est pas continu et n'a pas touché toutes les écoles.

3.2 Santé

3.2.1 Situation dans le District Sanitaire de Djibo

Au niveau du district sanitaire de Djibo qui couvre les 9 communes de la Province du Soum avec 45 CSPS, il y a trois situations répertoriées : la situation où les services fonctionnent normalement, la situation où les services fonctionnent au ralenti et la situation où les services sont totalement arrêtés.

La situation où les services sont totalement à l'arrêt se caractérise par la fermeture des CSPS et le départ des agents des sites ; à ce niveau, on note aussi que les populations ont quitté les villages dans la plupart des cas. Trois CSPS sont concernés par cette situation. Il s'agit des CSPS de Soumbela, de Damba dans la Commune de Koutougou et du CSPS de Kofayi dans la Commune de Nassoumbou.

La situation où les CSPS fonctionnent au ralenti concerne 6 CSPS. Il s'agit de Koutougou, Nassoumbou, Gomdé, Pétégoli, Baraboulé et Djiguel qui fonctionne encore grâce à la ténacité de l'ICP. Dans ces CSPS, le service n'est assuré qu'en journée et la plupart des agents ne résident pas sur les sites.

Tous les autres Centres de santé du District connaissent un fonctionnement normal.

3.2.2 Situation dans le District Sanitaire de Titao

Pour ce qui concerne le District Sanitaire de Titao qui couvre les quatre communes de la province du Loroum, on dénombre 12 CSPS et un CMA tous fonctionnels pour la Commune de Titao, la commune de Ouindigui compte 5 CSPS fonctionnels. Il est à signaler que le CSPS de Pelaboko a été fermé pendant un mois après l'enlèvement de la moto du Major mais a été rouvert. Cependant, les informations récentes ont fait état de la fermeture des CSPS de Rimassa et de Pélaboko, à la suite de nouvelles menaces sur les agents.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

3.2.3 Problèmes transversaux

D'une manière générale, il se pose un problème d'évacuation des malades. En effet, les ambulances normales sont devenues la cible des terroristes et celles qui ne sont pas encore enlevées ne sont plus utilisées. L'alternative a consisté à mettre en place des tricycles aménagées en ambulance, des aménagements loin de garantir la sécurité et le confort minimal pour les malades.

Des problèmes de déplacement et évacuation des malades se pose pendant la nuit avec l'instauration du couvre-feu qui interdit ou limite les déplacements, y compris des ambulances. Des situations de décès ont été enregistrées par certains acteurs (comme MSF), en particulier de femmes en instance d'accouchement, liés à l'impossibilité de se déplacer la nuit.

Il est relevé aussi une concentration des populations déplacées sur la ville de Djibo où il existe une CMA, un CMU et le CSPS de la Croix Rouge. Cet afflux de population augmente sensiblement la pression sur le personnel avec des difficultés de gestion. En effet, les plans d'actions de ces structures sanitaires n'avaient pas anticipé ces augmentations alors que les fréquentations ont plus que doublé, avec un effet sur les consommations de produits entraînant l'épuisement rapide des stocks. Cet épuisement rapide est combiné avec les difficultés d'approvisionnement en produits liées à la gestion de la gratuité des soins. En effet, il ressort que les COGES accusent des retards atteignant jusqu'à trois mois ou plus dans le remboursement par l'Etat des gratuités de soins pour permettre de renouveler les stocks. La plupart des COGES rencontrent ce problème et manquent donc de liquidité pour s'approvisionner; Les Communes interviennent parfois pour aider au renouvellement des stocks mais avec des moyens limités.

Afin de maintenir un minimum de qualité de services aux populations, un dispositif basé sur la stratégie avancée et la stratégie mobile est mis en place avec les inconvénients qui vont avec. La stratégie avancée est basée sur les ASBC qui font la sensibilisation dans les villages et aussi ont reçu des produits pour prendre en charge les cas simples. Cependant, il se pose un problème de motivation au niveau de ces ASBC qui accusent des arriérés de rémunération de 12 mois.

Au niveau du personnel, la plupart des agents sont présents dans leurs postes, sauf pour le CSPS de Gomdé où les agents dorment à Djibo. Il n'y a aucune motivation particulière pour les agents; les agents n'ont pas bénéficié de formations pour gérer la situation particulière de crise et de l'insécurité.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

3.3 Accès à l'eau potable et à l'assainissement

3.3.1 Situation de l'accès à l'eau potable

Dans ce domaine, les principales perturbations ont été relevées dans les localités qui accueillent des déplacés en nombre plus ou moins important. Il s'agit principalement des villes de Djibo et de Titao, des villages de Tongomayel, de Kelbo, de Pobé Mengao, de Bougué et dans une moindre mesure le village de Ouindigui. Cette situation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement vient accentuer des problèmes existants en temps normal où les taux d'accès sont faibles et où beaucoup de points d'eau tombent en panne du fait de la mauvaise gestion par les AUE.

Dans des localités comme Pobé Mengao où l'AEPS se retrouve en panne, ce sont les points d'eau institutionnels comme celui du CSPA qui encaisse la pression des usagers.

Les données de l'inventaire national des ouvrages hydrauliques (INO) de l'année 2017 donnaient comme taux d'accès en milieu rural : Ouindigui 79.3%, Titao 66.3%, Djibo 57%, Kelbo 67.4%, Pobé Mengao 67.4% et Tongomayel 44.8%. En milieu urbain (zone ONEA), les taux d'accès sont de 65% à Titao et 60% à Djibo.

Les taux de fonctionnalité des PMH sont de 82.7% à Ouindigui, 85.9% à Titao, 85.9% à Djibo, 87% à Kelbo, 83.1% à Pobé Mengao et 80.5% à Tongomayel.

Les données provisoires de l'INO 2018, en attente de validation, donne comme taux d'accès : Ouindigui 74.99%, Titao 66.69%, Djibo 52.74%, Kelbo 66.49%, Pobé Mengao 71.53% et Tongomayel 42.14%. Les Taux de fonctionnalité des PMH en 2018 sont de 84.7% à Ouindigui, 83.9% à Titao, 73% à Djibo, 88.7% à Kelbo, 81.1% à Pobé Mengao et 84.8% à Tongomayel.

Les principales difficultés relevées sont la faible fonctionnalité de la Reforme dans les six communes et la pression sur les ouvrages existants et fonctionnels dans les localités où affluent des déplacés. Les cas particuliers de Tongomayel et de Djibo sont à souligner car les installations existantes sont insuffisantes au regard du nombre de personnes à desservir ; ce qui occasionne des ruptures fréquentes de la fourniture d'eau, obligeant les populations à faire des distances hors des villes pour aller chercher l'eau dans les PMH.

Les autres difficultés de l'approvisionnement en eau potable sont liées à la réduction de la mobilité des personnes à cause de la peur des attaques (donc problèmes de recherche de l'eau), à l'abandon des chantiers par des entreprises qui ont peur de travailler dans ces zones et donc la difficulté dans la réalisation des nouveaux ouvrages.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Il y a aussi l'abandon de certains ouvrages, soit parce que les populations ont quitté les localités (plus d'une vingtaine de gros villages dans la commune de Tongomayel sont vidés et un constat similaire a été fait dans la commune de Kelbo), soit parce que les villages sont en train de se vider des hommes et des jeunes.

3.3.2 Situation de l'accès à l'assainissement de base

Pour ce qui concerne la problématique de l'Assainissement, l'accès aux ouvrages d'assainissement demeure très faible dans toutes les six communes, comme dans la plupart des localités du Burkina Faso. On peut noter certes des initiatives timides de mise en œuvre de la démarche ATPC pour éradiquer la défécation à l'air libre dans certains villages des communes de Djibo et de Pobé Mengao avec l'appui de certaines ONG présentes, mais la situation sécuritaire et les mouvements de population ne permettent pas la poursuite de la démarche. Le faible taux d'équipement des ménages en ouvrages d'assainissement combiné avec l'afflux des personnes déplacées dans certaines localités augmentent les risques sanitaires dans des localités comme Djibo, Tongomayel, Kelbo, ... qui accueillent beaucoup de personnes déplacées.

3.4 Sécurité alimentaire

Au niveau de la situation alimentaire, la situation est globalement bonne dans l'ensemble des communes. Cette situation est due à la bonne tenue de la campagne hivernale 2018 et aussi aux mesures de soutien alimentaire prises pour gérer la crise alimentaire relative aux déficits de production de 2017.

En effet, selon les différents acteurs rencontrés, la campagne hivernale a été plutôt bonne dans la zone, en dehors de quelques champs de bas-fonds qui ont connu des inondations. Les récoltes ont été plutôt abondantes pour les populations qui ont pu cultiver. Car certaines populations déplacées n'ont pas pu emblaver leurs terres (d'autres n'ont pas pu récolter dans la commune de Nassoumbou) à cause des menaces. Les appuis apportés par l'Etat en semences améliorées ainsi que les assistances alimentaires à travers les distributions de vivres et les boutiques témoins de vente à prix social ont permis de maintenir la situation alimentaire acceptable.

Le bon niveau de remplissage des différentes retenues d'eau permet d'envisager une campagne de contresaison sous de bons auspices là où il y a de l'eau, aussi bien eau de surface que des puits maraichers. Toutefois, les appréhensions sont exprimées par rapport à l'écoulement des productions du fait de l'inaccessibilité de certains sites comme Andékanda.

Dans les six communes, les activités des différents marchés connaissent une certaine perturbation liées au ralentissement significatif des activités des



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

marchés des communes septentrionales comme Koutougou, Djiguel et Nassoumbou. Toutefois, les marchés sont approvisionnés et les prix restent stables.

Dans la Commune de Kelbo, les trois marchés sont fonctionnels mais connaissent des ralentissements liés aux marchés de Taouremba et de Béléhédé qui sont plus ou moins abandonnés.

Dans la commune de Tongomayel, les marchés de Silgadji, de Tongomayel, de Koboua et Sergosouma sont encore fonctionnels et relativement animés tandis que ceux de Folia Béléhédé, de Taouremba ne fonctionnent plus.

Dans la Commune de Pobé Mengao, les trois marchés (Bougué, Pobé et Gargaboulé) sont fonctionnels mais sont impactés par les autres marchés de la zone qui sont fermés car tous les marchés fonctionnent en réseau.

Dans la commune de Ouindigui, les trois marchés sont fonctionnels malgré le ralentissement lié à l'absence des opérateurs étrangers qui sont les principaux animateurs des marchés.

Au niveau de la Commune de Titao, tous les 7 marchés villageois et le grand marché de Titao sont tous fonctionnels.

Sur l'ensemble des marchés de la zone, on note une faiblesse des prix au niveau des bétails. Cette faiblesse est surtout liée à la désertion de ces marchés par les acheteurs étrangers qui ne viennent plus en nombre dans la zone, comme de par le passé et la situation poussant les déplacés à vendre leurs petits ruminants à vil prix.

Les autres causes sont l'absence des hommes qui, en temps normal, amènent les animaux aux marchés et comme ils sont en train de quitter, occasionne une baisse des activités commerciales pastorales. Il en est de même pour le petit commerce où normalement ce sont les jeunes qui amènent les produits des femmes (comme le savon ou produits similaires) du village vers les grands marchés. Avec la réduction de la mobilité, il y a aussi une répercussion sur la production domestique.

4- Les Capacités communales face aux services sociaux de base

Face à la situation qui prévaut, les capacités communales pour y faire face sont très diversifiées. Si certaines communes ont encore tous leurs services en place et fonctionnels, certaines, notamment les communes rurales sont désemparées. Certaines Mairies sont fermées du fait des menaces et de la psychose.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Il convient de rappeler qu'en vertu des transferts des compétences de l'Etat aux collectivités, les Communes ont la responsabilité de la gestion des principaux services sociaux de base, notamment l'éducation de base, la santé et l'AÉPA. Elles ont donc la responsabilité de la planification des actions, de la mobilisation des ressources pour développer les services, la gestion opérationnelle des services et le suivi évaluation. Toutes les communes ont élaboré leur PCD tous en validité, certains comme celui de Titao venant d'être relu.

Le principal problème qui se pose est l'insuffisance des ressources financières et dans une moindre mesure du personnel, pour gérer les services sociaux de base.

4.1 Situation budgétaire des Communes

En effet, la part des budgets communaux dédiés aux services sociaux de base sont issues des ressources transférées. Les parts de budgets propres sont très faibles. Les tableaux suivants récapitulent la situation budgétaire des communes et les tendances sur les dernières années

4.1.1 Budgets globaux

Les budgets globaux se présentent de la manière suivante

Commune		2018	2017	2016	2015	2014
Djibo	Prévision	990 613 825	791 857 371	580 36 2 031	642 405 474	633 291 777
	réalisation	628 918 890	707 598 483	406 72 0 831	1 058 167 417	412 416 671
	Tx d'ex	76.83	93.97	78.55	70.07	67.43
Kelbo	Prévision	269 363 83 9	13 068 120	16 641 466	14 108 149	142 205 960
	réalisation	20 145 883	10 440 83 9	13 213 155	14 703 593	32 548 571
	Tx d'ex	-	79,90%	79,40 %	104,22%	-
Tongomayel	Prévision	DM	568 991 520	392 22 0 607	464 371 064	441 655 501
	réalisation	DM	521 313 009	304 03 7 010	428 503 241	159 492 956
	Tx d'ex	DM	92	78	92	36
Pobé Mengao	Prévision	504 834 143	292 142 347	153 321 088	247 738 026	223 931 887
	réalisation	128 891 650	137 790 295	111 783 464	160 262 078	14783067 2
	Tx d'ex	47.16	50	66.69	64.69	66.60



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Titao	Prévision	432 131 831	383 851 331	376 32 6 076	421 192 97 2	393 032 643
	réalisation	251 578 122	344 394 753	303 14 8 749	355 392 829	288 898 943
	Tx d'ex	58,21	89,72	80,55	84,37	73,50
Ouindigui	Prévision	80 410 900	147 337 430	20 360 805	69 681 273	56 127 060
	réalisation	80 410 900	147 337 430	20 360 805	69 681 273	30 231 460
	Tx d'ex	100	100	100	100	53.86

D'une manière générale, il y a une tendance baissière des allocations budgétaires pour les secteurs de développement au profit des dépenses sécuritaires. Les Communes n'y échappent pas et la ressentent dans les transferts reçus de l'Etat.

4.1.2 Budgets des services sociaux de base

Les budgets alloués aux services sociaux de base se présentent de la manière suivante

Commune	Budgets services sociaux de base	2018	2017	2016	2015	2014
Djibo	Education	776 950 20	161 066 100	54 340 300	72 719 901	58 851 230
	AEPA	16 069 008	-	5 021 827	5 002 305	22 069 497
	Santé	35 738 692	103 930 787	5 021 827	5 002 305	22 069 497
	Jeunesse	890 625	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Elevage	0	0	0	0	0
	Agriculture	0	0	0	0	0
	Action sociale	3 000 000	0	0	0	1 500 000
Kelbo	Education	7 720 760	45 033 899	DM	14 287 681	37 650 800
	AEPA	82 500 000	14 784 900	DM	7 085 300	38 000 000
	Santé	16 500 087	2 481 418	DM	2 486 918	20 745 238
	Jeunesse	0	0	0	0	0
	Elevage	0	0	0	0	0
	Agriculture	0	0	0	0	0
	Action sociale	0	0	0	0	0
Tongomayel	Education	63 841 500	79 079 899	38 109 600	43 823 118	71 911 430
	AEPA	0	32 500 000	0	0	30 000 000
	Santé	163 728 535	102 056	7 444 254	7 413	7 440



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

			011		810	254
	Jeunesse	0	0	0	0	0
	Elevage	0	0	0	0	0
	Agriculture	0	0	0	0	0
	Action sociale	0	0	0	0	0
Pobé Mengao	Education	45 025 320	79 156 600	7 885 340	52 751 311	15 016 600
	AEPA	15 000 000	-	-	-	-
	Santé	20 410 965	24 732 087	3 722 127	3706905	3722127
	Jeunesse	-	-	-	-	1 500 000
	Elevage	-	-	-	-	-
	Agriculture	-	-	-	-	-
	Action sociale	-	-	-	-	1 250 000
Titao	Education	140 346 275	237 426 526	297 387 716	107 597 711	50 918 200
	AEPA	15 000 000	00	00	00	50 400 000
	Santé	35 449 329	15 216 914	14 947 499	14 887 385	15 848 781
	Jeunesse	890 625	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Elevage	00	00			
	Agriculture	00	00	00	00	00
	Action sociale	00	00	00	00	00
Ouindigui	Education	74 088 530	141 015 060	14 157 260	63 503 098	25 895 600
	AEPA	00	00	00	00	25 200 000
	Santé	6 322 370	6 322 370	6 203 545	6 178 175	5 031 460
	Jeunesse	00	00	00	00	00
	Elevage	00	00	00	00	00
	Agriculture	00	00	00	00	00
	Action sociale	00	00	00	00	00

On remarque que mis à part le secteur de l'Education, la plupart des autres secteurs sociaux ne reçoivent aucune allocation budgétaire de la part des budgets communaux. Si la gestion des budgets liés à la sécurité alimentaire (Agriculture, élevage, ...) reste généralement à la charge de l'Etat Central, on remarque que certains secteurs transférés comme la Jeunesse ou l'action sociale n'ont aucune provision dans les budgets communaux. Les budgets consacrés à l'AEPHA demeurent très faibles et parfois inexistants.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

4.1.3 Situation des ressources propres

La Mobilisation des ressources propres au niveau des Communes se présentent de la manière suivante.

Commune		2018	2017	2016	2015	2014
Djibo	Prévision	433 753 470	250 334 177	216 981 376	291 953 956	259 651 342
	Réalisation	187 305 214	210 889 514	210 889 514	183 088 290	182 398 913
	Taux d'exécution	43.18%	84.24%	97.19%	62.71%	70.25%
Kelbo	Prévision	37 139 654	37 139 650	45 966 198	59 142 530	39 013 015
	Réalisation	33 663 902	33 663 902	37 924 961	40 299 464	33 835 020
	Taux d'exécution	90.64%	90.64%	82.51%	68.13%	86.73%
Tongomayel	Prévision	DM	155 105 441	69 717 619	68 204 284	70 497 73 9
	Réalisation	DM	150 134 326	69 976 813	83 400 438	60 584 186
	Taux d'exécution		96.80%	100.37 %	122.28 %	85.94%
Pobé Mengao	Prévision	61 138 275	69 484 456	51 359 184	62 430 385	70 186 768
	Réalisation	25 308 044	7 919 28 2	7 194 885	19 904 049	22 243 561
	Taux d'exécution	41.39%	11.40%	14.01%	31.88%	31.69%
Titao	Prévision	19 431 385	56 555 040	54 729 805	54 042 165	45 914 445
	Réalisation	Indisponible	56 555 040	54 729 805	54 042 165	45 914 445
	Taux d'exécution		100%	100%	100%	100%
Ouindigui	Prévision	20 280 508	17 046 000	14 399 232	10 781 000	13 570 364
	Réalisation	6 943 289*	12 730 151	15 579 904	10 032 411	10 472 129
	Taux d'exécution	34.24%	74.68%	108.20 %	93.06%	77.17%



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

* Données au 30/09/2018

On remarque que certaines communes comme Pobé Mengao et Ouindigui peinent véritablement à disposer de ressources propres.

4.2 Situation des ressources humaines

Au niveau des ressources humaines, il est à souligner que l'essentiel du personnel pour les secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité alimentaire est fourni par l'Etat. Par contre, pour l'AEPA, chaque commune a pu recruter un agent avec l'appui du programme LRRD. La Commune de Djibo a deux agents qui travaillent sur le secteur AEPA. La gestion des services AEPA en milieu urbain est assurée par l'ONEA à travers son contrat Plan avec l'Etat. Toutefois, pour faciliter le développement du service dans les zones concernées, l'ONEA a mis en place une convention de partenariat avec chaque Commune ; malheureusement cette convention est peu opérationnalisée.

5-Analyse de la situation des services sociaux de base et des capacités communales

Des différentes informations et données collectées sur le terrain, des données qui évoluent fortement avec le temps, il apparaît que les services sociaux de base dans les six communes sont fortement impactés par la situation sécuritaire. Il y a une tendance à l'accentuation de la dégradation dans la fourniture des différents services aux populations.

5.1 Secteur de l'Education

La dégradation est très forte dans le secteur de l'éducation où deux communes ont 100% de leurs écoles fermées, notamment les communes de Kelbo et de Tongomayel. Dans les communes de Djibo et de Pobé Mengao, les établissements sont fermés à plus de 60% avec une tendance à la hausse. Dans les deux communes du Loroum où la situation était encore plutôt normale en décembre 2018, la situation a commencé à se détériorer avec la fermeture de plusieurs écoles en ce début d'année 2019.

Avec les déplacements des populations, les classes des écoles non fermées, notamment dans les chefs-lieux de Commune sont obligées d'accueillir et inscrire des enfants issus des villages d'origine des déplacés. Si au départ, les effectifs étaient gérables, la persistance de la situation va entraîner une augmentation sensible des effectifs dans les classes ; ce qui peut à la longue déteindre négativement sur la qualité de l'enseignement dispensé. En effet, en l'absence de mesures spécifiques à l'endroit des enseignants et aussi des infrastructures



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Burkina Faso



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

complémentaires, il y a des chances que le personnel en place, prévu pour une situation normale de fonctionnement des établissements, se retrouve dépassé.

5.2 Secteur de la Santé

En matière de santé, si les services ont été plus ou moins épargnés pendant l'année 2018, la situation a tendance à se dégrader avec des menaces directes sur le personnel de santé, l'enlèvement systématique de leurs engins. Cela a conduit à la fermeture de deux centres de santé dans la Commune de Titao en début 2019.

Par ailleurs, le système de santé en place n'a pas prévu les mouvements de populations, augmentant le nombre de fréquentations/consultations dans certains centres (Djibo, Titao, CSPS des chefs-lieux de Commune) et le désœuvrement dans d'autres centres. Cette situation a un impact certain sur la disponibilité des produits dans les centres, une disponibilité déjà mise à mal par les retards de remboursement des frais de gratuité de soins de l'Etat aux COGES.

Par ailleurs, avec les difficultés de mobilité des agents de santé au regard de la situation sécuritaire, les agents ont tendance à privilégier les stratégies avancées, basées sur la mise à contribution des ASBC. Or il se trouve que non seulement, beaucoup d'ASBC sont de faibles niveaux (sur le plan académique) mais aussi, ils accusent des retards de rémunération allant jusqu'à 12 mois dans la plupart des cas ; ce qui est un facteur de démotivation et de ralentissement de leurs engagements.

5.3 Secteur de l'AEPA

En matière d'alimentation en eau potable et assainissement, le dispositif normal de gestion des ouvrages hydrauliques selon la Réforme, basé sur les AUE, la mobilisation de ressources endogènes et le suivi communal se trouve mis à rude épreuve avec le déplacement des populations et le ralentissement de l'économie locale. Il est donc à craindre l'effondrement du taux de fonctionnalité des ouvrages existants. C'est ce qui s'observe avec les résultats provisoires de l'INO 2018 où les taux de panne augmentent, alors que les taux d'accès semblent stagner ou baisser dans certaines communes. Le taux de panne va s'accroître dans les localités qui accueillent des déplacés si des mesures spécifiques ne sont pas prises pour augmenter l'offre en AEP.

Par ailleurs, la concentration des populations dans les zones d'accueil, tel que Djibo, des déplacés combinée avec la faible disponibilité des latrines et ouvrages d'hygiène augmente sensiblement les risques d'apparition de maladies hydriques. En effet, la DAL va augmenter et l'indisponibilité de l'eau potable ainsi que la



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

faible adoption des bonnes pratiques d'hygiène peuvent provoquer des épidémies de choléras et autres.

Il y a donc lieu d'y remédier en multipliant les ouvrages d'assainissement, en intensifiant les sensibilisations sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement et en rendant disponible d'avantage les services d'eau potable .

5.4 Sécurité alimentaire et Nutritionnelle

Au niveau de la production agricole, mis à part les villages où les populations ont dû quitter, les autres habitants ont pu mener une campagne hivernale normale avec de bonnes productions.

Les mesures diverses prises par l'Etat et les Partenaires sur le terrain, en terme de distribution de vivres, de vente de vivres à prix social, de dotation en semences améliorées, ... ont permis de stabiliser la situation alimentaire et faciliter la production agricole. La situation de la malnutrition est plutôt maîtrisée dans la zone.

Les activités de production de contre saison sur les sites aménagés se déroulent normalement.

La situation des pâturages est bonne en ce début de saison sèche.

Malgré quelques marchés abandonnés dans les zones septentrionales, plusieurs marchés demeurent fonctionnels avec des niveaux d'approvisionnement acceptables. La difficulté principale est la désertion des acheteurs « étrangers » qui impactera à terme le maintien de prix juste pour les producteurs.

Il est à souligner qu'aucune commune n'avait mis en place un système d'enregistrement des personnes déplacées sur son territoire. Ce qui ne facilite pas la gestion des flux des déplacés. Cependant, on peut noter la prise en main de la situation par les différents CODESUR à partir de 2019 ; ce qui devra permettre d'avoir de la lisibilité dans les mouvements.

5.5 Capacités communales face à la situation

Les capacités des communes en termes de mobilisation de ressources financières propres sont assez faibles, en dehors de Djibo et Tongomayel, et Titao dans une moindre mesure. Malheureusement ces deux communes subissent de pleins fouets le ralentissement économique lié à l'insécurité, avec des marchés fermés et notamment les marchés à bétails qui sont les principales sources de recettes fiscales des Communes, sans oublier des entreprises qui se ferment.

Les baisses de transfert de l'Etat vers les collectivités entre 2017 et 2018 et qui se poursuivent selon les orientations budgétaires de l'année 2019, ne font



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

qu'accentuer la faiblesse des capacités financières des Communes à faire face à la situation. Les effets des interventions des programmes structurants comme le PUS tardent encore à être perceptibles sur le terrain, alors que ce sont ces types de programmes qui devraient suppléer les faiblesses communales dans cette période de crise multidimensionnelle.

6-Propositions pour le maintien et l'amélioration des services sociaux de base

Les principales propositions pour maintenir et améliorer les services sociaux de base aux populations dans ce contexte d'insécurité se présentent en actions immédiates, en actions à moyens termes et en actions de long terme.

6.1 Actions immédiates

6.1.1 Pour ce qui concerne le secteur de l'éducation

Dans l'immédiat, il s'agit de prendre les mesures pour poursuivre la scolarisation des personnes déplacées dans les lieux plus ou moins sûrs. Il s'agit principalement des personnes déplacées dans les chefs-lieux de Commune. A ce niveau, il s'agira d'aménager des salles de classe provisoire pour permettre aux enfants de continuer leur cursus. Il peut s'agir de classes démontables. Les enseignants dont les écoles ont été fermées pourront être redéployés dans ces écoles provisoires. En accompagnement à la mise en place de ces écoles, il sera nécessaire de mettre en place des cantines scolaires et des kits d'éducation pour permettre aux enfants de rester à l'école et suivre les cursus ; ce qui permettra de réduire le retard accusé.

6.1.2 Dans le secteur de la santé

Dans le secteur de la santé, il s'agira de prendre des mesures pour rendre disponible les produits dans les différents CSPS en résorbant les retards dans le remboursement des frais de gratuité de soins. Des aménagements provisoires pourront être envisagés pour endiguer les augmentations d'effectifs des malades. Les agents des CSPS fermés pourront être redéployés dans les centres qui connaissent des augmentations significatifs de malades afin de résorber les pointes.

Il s'agira aussi d'organiser une mise à niveau des ASBC, les doter en moyens pour mettre en œuvre la stratégie avancée et aussi renforcer leurs motivations en épongeant leurs retards de rémunération.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

6.1.3 Dans le secteur AEPA

En matière d'alimentation en eau potable et assainissement, il y a nécessité de renforcer la production et la distribution d'eau potable dans les chefs-lieux des communes et de réaliser des latrines publiques dans les quartiers et secteurs accueillant des déplacés et aussi de lancer une campagne de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

Il s'agira de renforcer la production d'eau dans les centres ONEA (Titao et Djibo) en réalisant et raccordant de nouveaux forages et aussi d'étendre les réseaux de distribution avec de nouvelles bornes fontaines et aussi en desservant les écoles provisoires mises en place pour enfants déplacés.

Dans les autres centres (Tongomayel, Kelbo, Pobé Mengao, Ouindigui, Bougué, ...) où il y a des AEPS, il s'agira aussi d'augmenter la production d'eau à travers des forages complémentaires et aussi d'augmenter les nombres de bornes fontaines. Pour certaines AEPS en panne comme à Pobé Mengao, il y aura nécessité de diagnostiquer et réhabiliter les installations existantes pour les mettre à niveau avant les travaux de renforcement.

En matière d'assainissement, parallèlement à la construction de latrines familiales pour les familles accueillant des personnes déplacées, il y a lieu de multiplier les latrines publiques afin d'augmenter l'offre en ouvrages d'assainissement. Les écoles provisoires qui seront aménagées pour les déplacées devront aussi être dotées de latrines et des dispositifs de lavage de main.

Enfin, il y a nécessité d'initier une campagne de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, en s'appuyant sur les médias locaux pour éviter les regroupements dans cette situation d'état d'urgence. Enfin, des mesures de traitement d'eau à domicile pourront être vulgarisées afin d'anticiper toutes éventuelles épidémies.

6.1.4 En matière de sécurité alimentaire

En matière de sécurité alimentaire, il y a lieu de poursuivre et intensifier les distributions de vivres pour les familles les plus vulnérables, de soutenir les familles d'accueil avec des vivres et aussi de poursuivre les ventes à prix social afin de maintenir et stabiliser les prix dans les marchés encore fonctionnels. En effet, malgré la relative bonne campagne, beaucoup de familles n'ont pas pu produire car ayant abandonné leurs terres et sont donc toujours vulnérables. Celles qui ont pu produire et récolter seront obligées de partager leurs productions avec les déplacés, ce qui va accélérer l'épuisement des stocks.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Parallèlement aux vivres, il y a lieu de rendre disponible des aliments pour bétails car certains pâturages restent inaccessibles du fait de l'insécurité, limitant les mouvements des troupeaux dans les zones sûres. Et à l'instar des vivres octroyer de petits ruminants aux familles déplacées et vulnérables.

6.1.5 En matière de cohésion sociale et de gestion de crise

Par ailleurs, au vue des mouvements de populations et des tensions envisageables dans l'accès et l'utilisation des ressources naturelles et des services sociaux de base, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes endogènes de préventions et de gestion de potentiels conflits communautaires (comité villageois de prévention de crise par exemple).

Enfin, les différents agents continuant à intervenir dans les communes devront bénéficier de formations spécifiques sur la gestion de contextes d'insécurité et d'un accompagnement psychologique lorsque nécessaire. Des mesures spécifiques de motivation (lettre de reconnaissance, motivation pécuniaire, ...) devront être envisagées pour soutenir leurs engagements

6.2 Actions à moyens termes

Pour le secteur de l'Education, il s'agira de régulariser la situation des écoles fonctionnelles en remplaçant les classes sous paillotes par des classes adaptées, en dotant les écoles sans ouvrages AEPA de points d'eau, latrines et dispositif de lavage de main et en systématisant les cantines scolaires sur toute la durée de la scolarité

Pour ce qui est de la santé, il est important de doter tous les chefs-lieux de Commune de CM en lieu et place des CSPS ; cela permettra de relever et déconcentrer le niveau du plateau technique en place, réduisant ainsi les évacuations. Il s'agira aussi de renforcer les dépôts répartiteurs CAMEG dans les chefs-lieux de District Sanitaire afin de rendre permanemment disponible les produits au niveau des CSPS, des CM et CMA.

Certaines CSPS ne disposant pas encore d'ouvrages d'assainissement et d'incinérateurs devront en être pourvu afin de garantir les bonnes conditions de traitement aux malades.

En matière d'eau potable, il y a lieu d'améliorer la desserte en eau potable des communautés en poursuivant la réalisation des ouvrages d'AEP pour améliorer les taux d'accès et en renforçant les dispositifs de gestion et de maintenance des ouvrages. Des dépôts de pièces de PMH pourront être mis en place au niveau de chaque commune afin de faciliter la réparation des PMH le cas échéant.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

En matière d'assainissement l'accent devra être mis sur l'entretien et la gestion des ouvrages existants, notamment les latrines publiques et les latrines familiales. Les efforts devront se poursuivre pour doter les familles en ouvrages d'assainissement et en dispositif de lavage de mains.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, il y a lieu d'appuyer les familles en capacité d'exploiter leurs terres en intrants (semences, engrais, pesticides, ...) pour préparer et réaliser la campagne agricole hivernale.

Les familles vulnérables pourront être appuyées pour relancer le petit élevage à travers la dotation en animaux.

6.3 Actions à long terme

Les actions de long terme concernent les activités structurantes qui vont permettre de préparer le relèvement des communautés et la reprise de la dynamique de développement.

Dans le domaine de l'éducation, il s'agira surtout de normaliser les écoles et de mettre à jour la carte scolaire, de mettre à la disposition du personnel enseignant les logements adéquats. A cela il faudra ajouter l'apprentissage du jardinage, de la menuiserie et autres métiers dans les activités scolaires.

Dans le domaine de la santé, l'accent devra être mis sur la mise aux normes des différentes infrastructures existantes et aussi la dotation de tous les centres de santé en personnel adéquat. Le système de gestion de la gratuité des soins devra être repensé et si possible décentralisé afin de faciliter et améliorer son opérationnalisation.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, il s'agira de réaliser les ouvrages de mobilisation des ressources en eau pour le bétail et la production de contre saison (par exemple la réhabilitation du site de Niamanga, à cheval sur plusieurs communes, ou encore en aménageant le site de Sè dans la Commune de Djibo dont la retenue permettrait d'alimenter la ville et les environs en eau potable), d'identifier et d'aménager les bas-fonds qui ont les bons potentiels de production, de réaliser les infrastructures d'accès aux zones de production et aux marchés.

Aussi, afin de promouvoir les mesures d'adaptations au changement climatique, la production de cultures fourragères pourra être initiée dans la zone.

Les ménages vulnérables devront être accompagnés dans l'initiation et la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus à travers des microcrédits. Les exemples de promotion de Micro Entreprises Rurales (MER) et de Centres de Ressources en Entreprenariat Rural (CREER) qui ont connu du succès dans les zones d'intervention du FIDA pourraient être répliqués dans le Sahel.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Enfin, il serait intéressant d'accompagner chaque village à mettre en place un comité villageois de conciliation et de promotion sociale qui aura non seulement à prévenir et gérer les conflits mais aussi à identifier et promouvoir des symboles de cohésion dans le village. Le symbole pourrait être par exemple un grenier collectif de stock de vivres dont la gestion peut s'inspirer des systèmes de warrantage.

Au niveau Communal, il sera important de mettre en place des comités communaux de prévention et de gestion des crises, dans lesquels siégeront les représentants des comités villageois de conciliation. Ces comités ne devront pas être des doublons des CODESUR mais surtout promouvoir des mécanismes endogènes de prévention et de gestion des crises.

Enfin, il est important de créer des centres communaux ou intercommunaux de formation aux métiers pour les jeunes dans les différentes communes afin de récupérer les jeunes déscolarisés et les orienter dans la conquête des marchés.

7-Conclusion

Les six communes du programme LRRD, à l'instar de plusieurs communes du Burkina Faso vivent depuis près de deux ans, une situation d'insécurité accrue, ayant des effets négatifs considérables sur les services sociaux de base. On assiste de manière impuissante à une dégradation du tissu social, économique et sociétal dans ces communes. Cependant, il y a lieu d'envisager des actions susceptibles de ralentir et freiner cette dégradation afin de préparer le relèvement, concomitamment à l'action militaire qui permettra de restaurer la sécurité. Au titre de ces actions, des mesures immédiates peuvent être entreprises dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'AEPA, de la sécurité alimentaire, ... Ces mesures peuvent être mises en œuvre avec le concours de l'Etat et des partenaires techniques et financiers déjà sur le terrain.

Quant aux actions de moyen et long termes, elles peuvent bénéficier des concours du PUS et des ONG pour leurs mises en œuvre. Certaines appellent l'acceptation de certaines réformes pour leurs effectivités. Les communes pourront mener le plaidoyer avec l'accompagnement de la société civile auprès de l'Etat afin que ces réformes puissent permettre d'améliorer les services sociaux de base aux populations.



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

LISTE DES ANNEXES

- 1- Liste des personnes rencontrées
- 2- Carte de la situation humanitaire au Burkina Faso au 18/01/2019



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Burkina Faso



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées

N°	NOM	PRENOM (S)	FONCTION	LOCALITE	CONTACT
1	BANCE	Pierre Claver	Secrétaire Général de la Province du Soum	Djibo	70 10 22 01
2	BAMOGO	Philippe	Pasteur	Kelbo	72497440
3	SAWADOGO	Ali	Major du CSPS	Kelbo	75687080
4	TAMBOURA	Hamadoum	1 ^{er} adjoint du maire	Tongomayel	76041443/ 70228560
5	TAMBOURA	Moussa	SG de la Mairie	Tongomayel	76438657
6	SARABA	Yacouba	Gestionnaire de la CEB	Kelbo	76159280
7	COMBIA	Lassina	Préfet	Tongomayel	70377979
8	DICKO	Issa	Représentant du chef de Canton	Tongomayel / Kelbo	70590118
9	SALOU	Boukary	Chargé des études et planification /DPEPPNF	Djibo	76639070/ 68790159
10	MAIGA	Idrissa	Directeur Provincial de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille du Soum	Djibo	70776276
11	NADEMBEGA	Issouf	Préfet	Kelbo	76300068/ 78300068
12	ZANGO	Hassane	Médecin-chef par intérim du District	Djibo	76186975
13	TAMBOURA	Boukary	2 nd adjoint du maire	Djibo	70207435/ 76044946
14	DICKO	Aboubakar	1 ^{er} adjoint du maire	Pobé-Mengao	70745010/ 66223463/ 68561173
15	KIEMDE	Salif	Agent Technique Communal	Pobé-Mengao	70534660
16	OUATTARA	Aboubakar	Major du CSPS et communal	Pobé-Mengao	76041664
17	BADINI	Adama	GRH et Gestionnaire- CEB	Pobé-Mengao	75661331/ 76701219
18	NIAMPA	Harouna	1 ^{er} adjoint du maire	Ouindigui	72107907
19	OUERMI	Issoufou	Agent Technique Communal	Ouindigui	74097106/ 51490332
20	OUANDE	Ousmane	Chef Unité d'Appui Technique	Ouindigui	76841128/ 72874687
21	YOINGA	Daouda	Statisticien de la CEB	Ouindigui	70686525
22	OUEDRAOGO	Zackaria	Major du CSPS et communal	Ouindigui	70655742
23	COMBARE	Alexandre	Chargé des études et statistiques sectorielles/DPAAH Loroum	Titao	70377089
24	SAWADOGO	Mahamadi	Gestionnaire/DPEPPNF Loroum	Titao	78509874
25	NIAMPA	Issouf	HRH et contrôleur des cantines/DPEPPNF	Titao	71887838
26	PARE	Moussa	Statisticien/DPEPPNF	Titao	73706567
27	TRAORE	Losé Issa	Médecin-chef par intérim du District	Titao	77898970
28	SAWADOGO	Innocent	Secrétaire Général de la Mairie	Titao	79235520/ 76797722/



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

					73647118
29	NEBIE	Ignace	Directeur Provincial de l'Eau et de l'Assainissement Loroum	Titao/ Ouindigui	76475208
30	MAIGA	Inoussa B	Maire	Kelbo	76 48 32 87
31	KOEFE	Hubert M	Maire	Pobé-Mengao	70 20 58 64/ 55 20 58 64
32	TAMBOURA	Sadou Issa	Maire	Tongomayel	76 01 14 74/ 78 63 88 160
33	FOFANA	Yacouba	Directeur Provincial de l'Eau et de l'Assainissement Soum	Djibo	72022323
34	MANDE	Irisso	Maire	Titao	70717017/ 64908126
35	DICKO	Oumarou	Député/Maire	Djibo	70 26 11 92/ 69 09 56 33
36	ALBAN	Marco	Représentant LVIA	Ouagadougou	
37	BASSONO	Richard	Chargé de Projet IRC	Ouagadougou	76 72 25 98



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



**Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés
vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum**

Annexe 2 : Situation Humanitaire au Burkina au 18/01/2019



Cofinancé par le
Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique



Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés



BURKINA FASO

Aperçu de la situation humanitaire

au 18 Janvier 2019

La sécurité et la situation humanitaire au Burkina Faso se sont dégradées davantage suite aux attaques armées persistantes dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est. Depuis le début de l'année, les tensions intercommunautaires se sont transformées en affrontements violents dans les régions du Centre-Nord et du Sahel, causant la mort de 49 personnes et forçant 12 000 autres à quitter leur foyer. Le 11 janvier, le gouvernement a prolongé de six mois l'état d'urgence imposé dans 14 régions. La persistance d'attaques et l'insécurité risquent d'entraver les opérations humanitaires ou d'empêcher les personnes les plus vulnérables d'accéder à l'aide disponible. Les attaques perpétrées par les groupes armés et frappant le pays sont de plus en plus graves. En 2018, 223 incidents sécuritaires ont été enregistrés dans les régions touchées par les violences. Cette crise sans précédent a forcé 60 171 personnes à fuir les violences qui ont également provoqué la fermeture de 790 écoles et privé 99 000 enfants d'éducation. Environ 105 000 personnes n'ont plus accès aux soins médicaux. La communauté humanitaire lance un appel à hauteur de 100 millions de dollars pour porter assistance à 1,2 million de personnes en 2019.

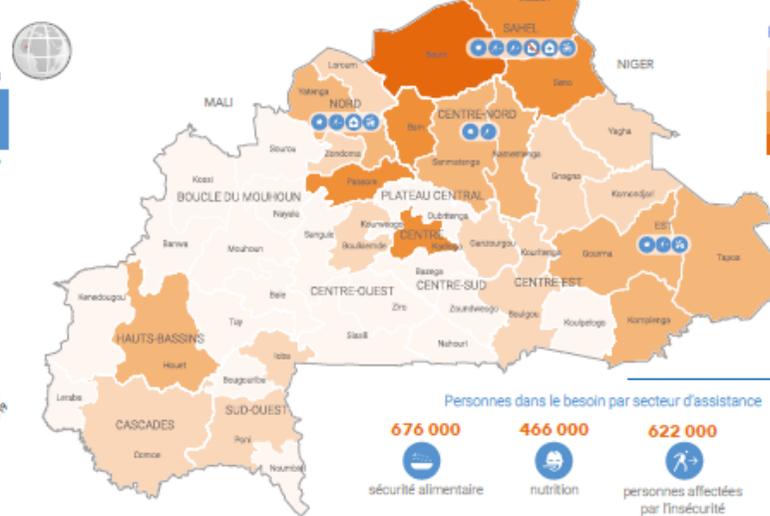
Situation humanitaire

- Attaques
- Déplacés internes
- Réfugiés
- Centres de santé fermés
- CdS en service minimum
- Ecoles fermées

INSÉCURITÉ



PERSONNES DANS LE BESOIN EN 2019



Personnes dans le besoin en 2019

- 2 000 - 10 000
- 10 000 - 20 000
- 20 000 - 40 000
- 40 000 - 350 000
- plus de 350 000

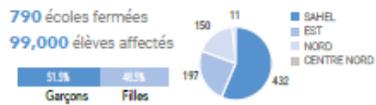
DÉPLACEMENT



SANTÉ

- 4 centres de santé fermés
- 7 centres de santé en service minimum
- 105 000 personnes affectées

EDUCATION



PLAN DE RÉPONSE 2019

Personnes dans le besoin par secteur d'assistance



Personnes dans le besoin par région en 2019



Besoins financiers en 2018-2019 (USD)



Les frontières indiquées et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation des Nations Unies. Date de création: 13 décembre 2018 - Source: OCHA, UNICEF, UNHCR, OIR, CONASUR - Feedback: ocha-fr@un.org - www.unocha.org